

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 02/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNEAL

1 rue Marcel Leblanc
BP 50 159
62223 Saint-Laurent-Blangy

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\UNEAL_Ecuire_070.02386\2_Inspections\2023 06 29 risques
accidentels\UNEAL_Ecuire_RAPVI_070.02386.odt
Code AIOT : 0007002386

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement UNEAL implanté Rue de Paris 62170 Écuire. L'inspection a été annoncée le 13/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNEAL
- Rue de Paris 62170 Écuire
- Code AIOT : 0007002386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société UNEAL exerce à Écuire des activités de :

- stockage de céréales : 30 530 m³ (silo plat) répartis dans 20 cellules de capacités allant de 105 à 13 000 m³ ;
- stockage de 2 000 t d'engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (teneur en azote due au nitrate d'ammonium inférieure à 28 %).

Le silo se trouve en campagne. L'habitation la plus proche est à 84 m de la limite de propriété. Le fonctionnement de cet établissement est régi par un arrêté préfectoral d'autorisation du 11/10/2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article / 16		Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article / 10-1		Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE	AP Complémentaire du 11/10/2016, / article 16.1		Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE	AP Complémentaire du 11/10/2016, / article 23		Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, / article 26-1		Sans objet
4	PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, / article 26-III		Sans objet
5	PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, / article 24		Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté cinq non-conformités aux prescriptions des articles 10-1, 16 de l'arrêté

ministériel du 26/11/2012 et des articles 16-1 et 23 de l'arrêté préfectoral du 11/10/2016, liées à prévention des risques d'incendie et d'explosion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26-1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie ou d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Consignes générales et procédures d'intervention. A. Consignes générales. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et mises à disposition dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; [...]
Constats : Les consignes générales et procédures d'intervention sont affichées dans la salle de commande et sont disponibles sur l'intranet. Ces consignes et procédures sont mises à jours en cas de besoin. Il a été constaté par l'inspection des pictogrammes répartis sur le site indiquant qu'il est interdit de fumer dans l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils (fixes ou mobiles) électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques, et a minima les moteurs présents dans les installations :</p> <ul style="list-style-type: none">- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé ;- ou, pour les silos existants, disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529, version juin 2000) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 millimètres diminuée de 75 °C. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté. <p>L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection deux rapports de vérification des installations électriques du 13/04/2023. Le premier concerne les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. Ce rapport ne fait pas apparaître de non-conformité. Le second concerne la conformité des installations électriques. Ce rapport fait apparaître deux écarts.</p> <p>Non conformité N°1 : L'exploitant n'a pas pu justifier de la mise en conformité des deux écarts constatés lors de la vérification des installations électriques du 13/04/2023. Il est demandé à l'exploitant de justifier de la mise en conformité des écarts relevés lors du contrôle du 13/04/23.</p> <p>Non conformité N° 2 : Il a été constaté par l'inspection des boîtiers de raccordement électriques ne présentant pas un indice de protection IP 5X et des fils électriques non raccordés et non isolés. Il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité ses équipements électriques en ayant un indice de protection minimum IP 5X.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m².</p> <p>Des consignes écrites de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle (par exemple au moyen de témoins d'empoussièrement placés au sol) et des vérifications de propreté. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire.</p> <p>Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : La procédure I.CEREXPENT01-B du 16/03/23 encadre le nettoyage des installations. Une main courante a été présentée à l'inspection dans laquelle les activités et nettoyages sont consignés.</p> <p>L'exploitant a déclaré réaliser l'ensemble de ces opérations de nettoyage à l'aide d'un aspirateur compatible avec les poussières en silos. Celui-ci est placé hors zone Atex et est raccordé à des tuyauteries fixes d'aspiration par des flexibles, permettant le nettoyage aux différents étages du silo.</p> <p>Non conformité N° 3: L'exploitant n'a pas pu justifier que son aspirateur présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs des caractéristiques de son aspirateur ou de le remplacer si celui-ci ne respecte pas les dispositions de l'article 10-1 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012.</p> <p>L'inspection a constaté de la propreté du silo et la présence de cibles d'empoussièrement réparties dans le silo.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26-III
Thème(s) : Risques accidentels, Condition d'ensilage des céréales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre.</p> <p>Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.</p> <p>La périodicité des relevés de température est déterminée par l'exploitant. Elle est a minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée ou mensuelle lorsqu'elle est stabilisée.</p> <p>Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle d'humidité est effectué à chaque lot de céréales réceptionnées. La procédure «I.ECHGEST.01-C » encadre la méthode d'échantillonnage des prélèvements effectués.</p> <p>La procédure «I.CERCONSER.01-B » encadre le taux d'humidité maxi de ces lots avant d'être ensilés.</p> <p>Les céréales ne correspondant pas au taux d'humidité maxi fixé dans la procédure ne sont pas acceptées et sont envoyées vers une installation de séchage avant d'être ensilées.</p> <p>La procédure I.CERCONSER.01-B encadre la surveillance des températures des céréales stockées.</p> <p>Celle-ci prévoit une surveillance hebdomadaire durant la période de refroidissement du grain puis tous les 15 jours.</p> <p>Cette surveillance est enregistrée conformément à la procédure I.CERCONSER.01-B dans l'application NAVAGRI en ligne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, permis d'intervention ou de permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants, notamment pour une intervention avec source de chaleur ou flamme ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>L'exploitant tient par ailleurs à disposition des différents intervenants un document précisant les caractéristiques d'origine en matière de sécurité devant être respectées sur les équipements ou structures faisant l'objet de l'intervention.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>Les travaux réalisés au sein du site sont encadrés par la procédure I.GENTRAV.01-B du 14/03/2022. Cette procédure précise les dispositions à prendre avant, pendant et après l'intervention et prévoit notamment qu'un permis feu soit délivré lors de travaux par point chaud. L'exploitant a présenté à l'inspection 3 permis feu établis entre le 24/06/21 et le 07/01/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/10/2016, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, appareils et système de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Tout moteur usagé est remplacé par un moteur IP6X.
Constats : Non conformité N° 4: L'exploitant n'a pas pu justifier du remplacement des moteurs usagés par des moteurs présentant un indice de protection IP 6X. Il est demandé à l'exploitant de justifier que les moteurs remplacés depuis le 11/10/2017 le soient par des moteurs dont l'indice de protection est à minima IP 6X.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/10/2016, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] - une colonne sèche conforme aux normes et aux réglementations en vigueur est implantée dans la tour de manutention du silo. [...] Ces équipements sont [...] repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.
Constats : L'inspection a constaté la présence de la colonne sèche. Non conformité N°5 : La colonne sèche n'est pas repérée. Il est demandé à l'exploitant de repérer les colonnes sèches de son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois